

La cryptomonnaie présente ses arguments

Plusieurs acteurs du secteur se sont exprimés hier lors de la conférence «Future of Finance» à Zurich.

Non, il ne faut pas avoir peur des monnaies numériques comme le bitcoin. Au contraire, il faut informer le public, dont une partie est intéressée par ces nouveautés qui vont bousculer les secteurs bancaire et financier. C'est le message qu'a voulu faire passer plusieurs acteurs du secteur qui s'exprimaient hier lors de la conférence Bloomberg «Future of Finance» de Zurich. Le panel a été amené à discuter de la volatilité des monnaies virtuelles, et en particulier du bitcoin, dont le cours a approché les 20.000 dollars en décembre 2017 et qui s'échangeait hier pour 6540,76 dollars. «Beaucoup d'institutions veulent réguler ce secteur décentralisé, car elles n'arrivent pas à entrer sur ce marché, a expliqué Arthur Vayloyan, directeur général de Bitcoin Suisse, basé à Zoug. Nous sommes dans une phase de préparation, où les gens regardent ce qui se passe. Je conseille de ne pas investir, mais de s'informer.»

«Il faut éduquer les gens»

Même avis de Désirée Müller, fondatrice de Swiss Rex au Liechtenstein et partenaire dans Crypto Consulting à Zurich. «Il faut éduquer les gens, c'est le plus grand défi. Les gens ont peur car ils ne comprennent pas ce que c'est. Moi-même, quand j'ai commencé à m'y intéresser, c'était difficile.»

La jeune femme, qui a travaillé pour le gestionnaire d'actifs GAM, dit organiser des événements d'informations et du conseil en ICO, Initial Coin Offering, qui consiste en une levée de fonds pour démarrer un projet. «Cela va amener le finance-

ment participatif (crowdfunding) à un autre niveau. Et cela est accessible à tout le monde.»

Blanchiment minimisé

Oliver Bussmann, président de l'association Crypto Valley, abonde. «Il y a un manque d'informations sur les questions de risques de blanchiment d'argent». Des risques minimisés par Arthur Vayloyan, qui a auparavant travaillé pour Credit Suisse. Selon lui, «l'argent liquide est bien plus anonyme que certaines monnaies virtuelles. Et on voit des affaires au sein de banques, comme avec Danske Bank et sa filiale estonienne». De plus, les volumes échangés restent faibles par rapport au reste de l'économie, a souligné Désirée Müller. «Le bitcoin représente 10% de la capitalisation d'Apple, il y a encore beaucoup de potentiel!»

Ces acteurs sont persuadés que les monnaies virtuelles vont bousculer les secteurs bancaire et financier. «Les banques ne montrent pas d'intérêt pour cela, mais leurs clients si, ce sont eux qui poussent pour y avoir accès», croit savoir le directeur général de Bitcoin Suisse. «Les infrastructures n'ont jamais été aussi bonnes. Nous n'avons pas d'investisseurs institutionnels, mais nous sommes prêts», a assuré de son côté la fondatrice de Swiss Rex. Le panel est ainsi convaincu que les monnaies virtuelles ont un avenir, même s'il est encore trop tôt pour le dessiner. «Il est difficile de prédire vers quoi on se dirige. Au début d'internet, on ne savait pas non plus ce que cela donnerait. Et cela a fini par créer des emplois», a conclu Arthur Vayloyan. — (awp)

L'alliance de l'impact social et du rendement a du potentiel

IMPACT SUMMIT. Le pionnier genevois BlueOrchard a réuni plus de 120 professionnels du secteur à Pontresina.

PIOTR KACZOR

Née à Genève il y a vingt ans le sillage des objectifs pour le Sommet du millénaire de l'an 2000 proclamés par le secrétaire général de l'ONU d'alors Kofi Annan, la société BlueOrchard a mis sur pied en fin de semaine à Pontresina, dans l'Engadine, un Sommet sur l'Impact Investing qui a réuni près de 120 participants. En accord avec les buts du millénaire qui visaient à bâtir un monde sans laissés-pour compte, «BlueOrchard a été fondé avec l'objectif de lutter contre la pauvreté et de lutter contre les effets du changement climatique» a rappelé Peter A. Fanconi, le président de BlueOrchard, en rendant hommage à la mémoire de Kofi Annan, décédé récemment. Et en célébrant les 20 ans de BlueOrchard Microfinance Fund, le premier fonds d'investissement privé et pleinement commercial au monde. Avec une performance annuelle de près de 4%, «ce fonds démontre que l'impact social visé et le rendement financier peuvent être combinés» selon le président.

Enorme lacune d'investissement à combler

Alors qu'une lacune d'investissement de 2500 milliards de dollars doit être comblée au plan mondial pour financer les mesures requises dans les pays en développement. Dès lors que 70% de la population n'a pas accès à de l'eau claire et que 99% des décès dus à la maternité surviennent dans les pays en développement, ainsi que l'a notamment rappelé Ernst A.



HERNANDO DE SOTO. L'économiste péruvien aide les Emergents à mettre en place des droits de propriétés et fonciers plus efficaces.

Brugger, professeur à l'Université de Zurich et vice-président de BlueOrchard Finance.

L'exemple de l'Arménie

CEO de l'unité arménienne de FINCA, un organisme international de microfinance à but non lucratif, souvent présenté comme la Banque Mondiale pour les démunis, Hrachya Tokhmakhyan a souligné que l'organisme a été distingué quatre années de suite comme meilleur organe de crédit de l'Arménie. Dans ce pays qui vient de vivre sa révolution de velours visant à tourner le dos à la corruption post-soviétique, le prêt moyen s'élève à 1300 dollars. «Cet argent change des vies dans mon pays assure le responsable en rappelant que plus des quatre cinquièmes des bénéficiaires comptaient parmi les exclus de l'accès aux services financiers

avant de collaborer avec FINCA. Autre invité de marque de ce symposium, l'économiste péruvien Hernando de Soto, s'engage depuis des années en aidant les gouvernements des pays en développement à mener des réformes pour mettre en place un régime efficace de droits de propriétés et de droits fonciers. Dans des économies où des pans majeurs de la population sont cantonnés à une économie informelle. Où les droits de succession ne sont pas suffisamment développés pour permettre à des entrepreneurs créatifs de transmettre leur entreprise. A tel point que pour l'octroi d'un crédit hypothécaire, un droit de propriété ne suffit pas. Car «Il y a différents types de propriété». D'où l'importance supplémentaire prise dans ce contexte par les différentes formes de certification, pour l'ob-

tention d'hypothèques par exemple, ainsi que l'a notamment illustré l'économiste.

Le plaidoyer original de Boris Collardi

Invité à s'exprimer jeudi au cours du déjeuner, Boris F. J. Collardi, Associé de la banque Pictet, co-responsable de Pictet Wealth Management, a rappelé la position de chef de file mondial de la Suisse dans le financement des établissements de microfinance. Or pour lui, «c'est une position que nous devons maintenir et renforcer. Dans la mesure où cela procure un accès aux capitaux à des gens démunis qui peuvent ainsi créer leur entreprise et être inclus dans le système financier». L'investissement d'impact souffre toutefois d'un inconvénient a admis le banquier, celui d'être encore mal connu, en particulier par rapport aux notions d'investissement durable ou responsable. «Nous devons par conséquent mieux communiquer avec nos clients et remplir notre mission éducative à cet égard pour mieux faire comprendre les caractéristiques de cette classe d'actifs qui n'est pas entièrement liquide».

«En prévision du prochain sommet sur l'impact investing, je voudrais vous demander une chose: faire don de 1% de votre richesse dans une solution d'impact investing ou, pour ceux qui ont déjà versé ce pour-cent, donner 1% de votre temps. C'est pour cela que je voudrais plaider, pour moi-même et pour tous ceux qui voudront s'engager dans ce sens d'ici le prochain sommet». ■

MARCHÉ OTC-X

Weleda et Loeb au centre de l'attention

La Banque cantonale bernoise (BCBE) a vu le volume fléchir sur sa plateforme de négoce gré à gré de valeurs secondaires OTC-X, la semaine dernière. Les échanges ont été marqués par l'absence de grosses transactions. En revanche, le nombre d'opérations a atteint son niveau le plus élevé depuis mi-juillet. Les indices ont dans l'ensemble perdu des plumes. Parmi les principaux, seul le top50 a progressé, de 0,2%. L'indice Premium a chuté de 2,0% le Liquidity et le All Share 0,7% chacun. Parmi les baromètres de branche, la tendance a aussi été au repli. Seul le sous-indice énergie a affiché une hausse, de 0,3%. Celui des remontées mécaniques s'est affaibli de 2,7%. Dans le détail, le volume d'échanges a atteint 2,4 millions de francs, nettement en dessous des 3,8 millions de la semaine précédente. Le nombre de transactions a toutefois augmenté de 18 unités, à 188. Sur le mois (septembre), la BCBE a enregistré un volume de 11,1 millions de francs, en 639 transactions. En août, ces chiffres avaient atteint 14,4 millions et 687. Les bons de participation Weleda et Loeb sont sortis du lot. Avec 12 transactions pour chacune de ces entreprises, ils ont enregistré un chiffre d'affaires de respectivement 549.000 et 284.000 francs. Les bons Weleda s'échangeaient dans une fourchette entre 3800 et 3850 francs, ceux de Loeb entre 227 et 229 francs. Acrevis Bank a généré 14 transactions, pour un volume de 236.000 francs et une fourchette de prix entre 1380 et 1420 francs. Le cap des 100.000 francs a aussi été dépassé par le groupe Menzi Muck, Repower ou encore Espace Real Estate. Sur le front des nouvelles, pas grand chose à signaler, sinon les bons résultats semestriels de la Société suisse des explosifs (SSE). Le groupe industriel valaisan a fait état d'un chiffre d'affaires de 64 millions de francs, en hausse de 16%, pour un résultat d'exploitation (Ebitda) en progression de plus de 75%, à 4,4 millions. Pour l'année, la SSE s'attend à une croissance de ses ventes entre 8 et 12% et à un résultat opérationnel en nette hausse. Les titres se sont échangés entre 2850 et 3050 francs. Le nouveau tunnel de l'Albula des Chemins de fer rhétiques (RhB) a été percé, après trois ans de travaux, et devrait être inauguré entre fin 2021 et début 2022. Les actions RhB s'échangeaient à 480 francs. Les négociants s'attendent à des volumes d'échanges assez stables pour la semaine à venir. — (awp)

La Suisse maintient son avance dans les fonds de microfinance

L'essor record du secteur de 18,1% en 2017 devrait ralentir à 12,4% cette année, selon une étude de Symbiotics.

PIOTR KACZOR

L'année 2017 a été marquée par la plus forte progression des actifs gérés par les véhicules d'investissement en microfinance (VIM) depuis 2013. La croissance de ce marché s'est élevée en effet à 18,1% sur la base des taux de change de fin d'années, ainsi que le révèle la douzième édition annuelle de l'Etude sur le secteur publiée la semaine dernière par Symbiotics, la société genevoise qui compte parmi les trois chefs de file du secteur au plan mondial. Destiné aux gérants, aux investisseurs et aux milieux universitaires, ce rapport se présente comme unique en son genre et reflète les derniers développements relatifs à l'activité de la plupart des fonds de microfinance mondiaux sur les marchés émergents.

Un marché dont les gérants d'actifs suisses continuent de gérer la

plus grande portion, plus d'un tiers, avec une part légèrement réduite en un an à 34% (36% un an plus tôt), suivie par les Néerlandais, dont la part a fléchi à 20% (23% un an plus tôt), les Allemands (16%) et les Etats-Unis (8%).

L'étude de Symbiotics s'appuie sur les données relatives à 91 fonds de microfinance, ce qui représente 96% de la part totale d'un marché estimé à 15,8 milliards de dollars. Ces fonds sont gérés par 43 sociétés de gestion spécialisées situées dans 17 pays. La concentration des trois premiers assets managers s'est légèrement réduite à 40% du marché (44% en 2015).

L'Amérique latine principal bénéficiaire

L'Amérique latine et les Caraïbes ont saisi la plus grande part du portefeuille de microfinance directe des VIM, soit 32% (contre

34% en 2016). Les volumes de fonds dirigés vers l'Europe centrale et Orientale ainsi que l'Asie centrale ont finalement rebondi l'an dernier avec une part légèrement rehaussée de 26% à 27% du portefeuille total de microfinance en 2017, région suivie par l'Asie du Sud (16%), l'Est de l'Asie & Pacifique (14%) alors que la part de l'Afrique subsaharienne s'est établie à 8% du total.

Quant aux investisseurs qui financent la croissance de ces véhicules d'investissement en microfinance, ils restaient constitués en majorité (53%) l'an dernier par des investisseurs institutionnels privés (52% en 2016) alors que la part des investisseurs retail (21%) et celle des millionnaires (6%) a été stable et que celle des investisseurs étatiques a reculé en un an de 20% à 18% malgré une croissance de 9% en termes absolus. Pour l'année 2018, les auteurs de

l'étude anticipent un ralentissement de la croissance du secteur à 12,4% sur la base d'un échantillon de 55 véhicules d'investissement en microfinance.

Eu limitant la mesure de la croissance passée à un échantillon constant de 11 VIM qui ont participé aux douze enquêtes annuelles, les auteurs de l'étude aboutissent à un rythme de croissance annuel de 17% du total des actifs du secteur et à 20% pour les portefeuilles de microfinance.

A la fin de l'année 2017, les portefeuilles de microfinance représentaient encore plus des trois quarts du total des actifs gérés dans ce domaine. La part des actifs liquides a fléchi l'an dernier de 13% à 11% en moyenne alors que la portion des autres portefeuilles (investissements dans l'agriculture, le résidentiel, l'énergie et les PME notamment) a augmenté de 9% à 11%. ■